



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

LES COMPAGNONS DE MAGUELONE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

LES COMPAGNONS DE MAGUELONE

Domaine de Maguelone 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.

Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration

Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

LES COMPAGNONS DE MAGUELONE

Domaine de Maguelone 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association LES COMPAGNONS DE MAGUELONE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LES COMPAGNONS DE MAGUELONE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

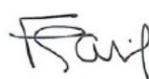
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 5 juin 2024

KPMG SA

 2024.06.0
5 12:00:43
+02'00'

Florence GABRIEL

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	88 961	78 995	9 966	15 318
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 436 391	367 521	1 068 870	1 098 631
Constructions	13 343 053	7 667 921	5 675 132	5 908 825
Installations techniques, matériel et outillage	2 953 640	2 584 155	369 485	396 116
Autres immobilisations corporelles	1 845 560	1 143 442	702 117	699 634
Immobilisations corporelles en cours	142 629		142 629	50 732
Avances et acomptes				
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées	13 533		13 533	13 533
Autres immobilisations financières	22 143		22 143	12 143
<u>TOTAL I</u>	<u>19 845 910</u>	<u>11 842 034</u>	<u>8 003 876</u>	<u>8 194 934</u>
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements	42 042		42 042	55 153
En-cours de production (B & S)				
Marchandises	128 349	3 040	125 309	137 924
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	292 469		292 469	354 603
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	760 598		760 598	820 511
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	519 661		519 661	118 853
Disponibilités	3 189 736		3 189 736	3 823 116
Charges constatées d'avance	55 327		55 327	65 128
<u>TOTAL II</u>	<u>4 988 182</u>	<u>3 040</u>	<u>4 985 142</u>	<u>5 375 288</u>
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	24 834 091	11 845 074	12 989 018	13 570 222

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<u>FONDS PROPRES</u>		
Fonds propres sans droit de reprise	889 696	889 696
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	1 504 084	1 385 649
Autres réserves	1 029 981	1 029 981
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	-276 029	120 890
Report à nouveau propre	683 057	518 081
Résultat de l'exercice	53 936	-113 508
<u>SITUATION NETTE</u>	<u>3 884 725</u>	<u>3 830 789</u>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	1 191 378	1 269 911
Provisions réglementées	435 131	416 182
<u>TOTAL I</u>	<u>5 511 235</u>	<u>5 516 882</u>
<u>FONDS REPORTES ET DEDIES</u>		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	583 542	549 089
<u>TOTAL II</u>	<u>583 542</u>	<u>549 089</u>
<u>PROVISIONS</u>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<u>TOTAL III</u>		
<u>DETTES</u>		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 871 011	6 409 641
Emprunts et dettes financières diverses	19 241	19 468
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	230 371	342 791
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	749 203	707 888
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 778	15 502
Produits constatés d'avance	6 637	8 961
<u>TOTAL IV</u>	<u>6 894 241</u>	<u>7 504 251</u>
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
Ecart de conversion - Passif		
<u>TOTAL DU PASSIF</u>	<u>12 989 018</u>	<u>13 570 222</u>

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	190	230	-40
Ventes de Biens et services	3 136 964	2 592 637	544 327
Production stockée	-10 049	-53	-9 996
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	5 996 491	5 320 559	675 931
Ressources liées à la générosité du public	28 220	29 064	-844
Contributions financières			
Reprises amortissements, dépréciations et provisions		43 925	-43 925
Transfert de charges	103 329	104 576	-1 247
Utilisation des fonds dédiés	23 188	15 349	7 839
Autres produits	98 660	118 993	-20 333
<u>Produits d'exploitation</u>	<u>9 376 993</u>	<u>8 225 281</u>	<u>1 151 712</u>
Achats de marchandises	111 483	107 748	3 735
Variation de stock de marchandises	2 567	4 012	-1 445
Achats de matières premières	515 763	449 242	66 522
Variation de stock de matières premières	15 647	-28 113	43 760
Autres achats et charges externes	2 038 866	1 693 740	345 126
Aides financières			
Impôts et taxes	353 728	302 317	51 411
Salaires et Traitements	3 945 646	3 626 098	319 548
Charges sociales	1 397 466	1 288 966	108 500
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	757 046	711 612	45 434
Dotations aux provisions			
Report en fonds dédiés	57 640	39 089	18 551
Autres charges	12 142	18 549	-6 407
<u>Charges d'exploitation</u>	<u>9 207 992</u>	<u>8 213 258</u>	<u>994 734</u>
<i>RESULTAT D'EXPLOITATION</i>	<i>169 001</i>	<i>12 022</i>	<i>156 978</i>
Produits financiers	26 362	8 037	18 325
Charges financières	156 250	146 472	9 778
<u>Résultat financier</u>	<u>-129 888</u>	<u>-138 435</u>	<u>8 547</u>
<i>RESULTAT COURANT</i>	<i>39 112</i>	<i>-126 413</i>	<i>165 525</i>
Produits exceptionnels	92 657	126 785	-34 128
Charges exceptionnelles	40 175	86 718	-46 543
<u>Résultat exceptionnel</u>	<u>52 482</u>	<u>40 067</u>	<u>12 415</u>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	37 658	27 162	10 496
<i>EXCEDENT OU DEFICIT</i>	<i>53 936</i>	<i>-113 508</i>	<i>167 445</i>
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptables
- Analyse des résultats
- Résultats administratifs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Tableau des réserves et provisions
- Valeurs mobilières de placement
- Suivi des fonds dédiés
- Suivi des subventions d'investissement
- Etat des créances et dettes
- Produits à recevoir
- Charges à payer
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges et produits exceptionnels
- Engagements financiers
- Dettes garanties par des sûretés réelles
- Concours publics et subventions
- Honoraires de commissariat aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité

Cette Association a pour but de se consacrer à la mise au travail et à l'insertion sociale de personnes adultes en situation de handicap provenant ou non d'établissement de rééducation.

Cette action pourra s'exercer par :

- L'accueil,
- La mise au travail dans les ateliers spécialisés,
- Des placements individuels et collectifs,
- La réinsertion socio-professionnelle.

Disposant dans ce but d'un patrimoine important par son étendue, sa valeur historique et architecturale, comportant notamment une propriété à vocation agricole, elle veillera à sa sauvegarde et à sa mise en valeur.

Plus généralement, l'association peut accomplir tout actes, achats, ventes, etc... de nature à favoriser ses activités actuelles et à venir, ou à les développer.

Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

Mission médico-sociale : assurer la gestion d'un ESAT et une SA ESAT, de deux Entreprises Adaptées, de structures d'hébergement destinés à favoriser la réinsertion dans la vie professionnelle et sociale d'adultes handicapés, créer toutes autres structures répondant aux besoins des Compagnons. Les activités professionnelles se partagent entre l'exploitation du domaine agricole qui entoure la cathédrale, la pêche sur l'étang du Prévôt, et la réalisation de différentes prestations de services mais aussi du maraîchage, de la restauration bistronomique et la location de salles.

Mission patrimoniale et culturelle : assurer la maintenance et la restauration des patrimoines historiques (parc, cathédrale, domaine, fouilles archéologiques...), ainsi que l'animation des sites (visites, manifestations culturelles...).

Les missions de l'Association sont donc assises sur quatre pôles :

- Le pôle patrimonial (le site, la cathédrale, le parc, les étangs, le Domaine du Grand Puy)
- Le pôle culturel (festival, animations culturelles, vente de produits culturels)
- Le pôle médico-social (ESAT, SA ESAT et FOYER)
- Le pôle économique (l'entreprise ESAT, entreprises adaptées).

Description des moyens mis en œuvre

Un ESAT de 84 places sur Palavas les Flots et Villeneuve les Maguelone :

Les « Compagnons » évoluent, pour la majorité d'entre eux, sur le Domaine de Maguelone, leur travail tourne autour d'activités favorisant le lien social et l'inclusion à savoir :

- Le travail de la terre : viti & viniculture en bio,
- Les activités de la lagune : la pêche traditionnelle,
- La mise en tourisme du site : accueil de groupes, restauration, événements culturels, oenotourisme, organisation de séminaire, réception ...

Une Section Annexe d'ESAT (SA-ESAT) de 8 places ;

Un foyer d'hébergement de 40 places à Villeneuve Les Maguelone ;

Un foyer d'hébergement sur la presqu'île de Maguelone de 19 places ;

Un service de 21 places en Foyers Logements Eclatés situées à Palavas-les-Flots et Villeneuve-lès-Maguelone.

L'objet de l'association étant l'inclusion du handicap dans la société, l'association a créé deux entreprises adaptées :

- « Les Ateliers de Maguelone » située à Maurin: crée 2017, elle se consacre au maraîchage Bio et à des travaux paysagers et elle a crée 16 emplois salariés à plein temps dont 13 en situation de RQTH.
- Le « Domaine du Grand Puy » situé à Montpellier, a été crée en 2019. Elle se consacre à une offre de restauration bistronomique, la mise à disposition d'espaces et de salles pour formations, séminaires, événements professionnels et privés. Nous avons crée 13 emplois salariés à plein temps dont 10 en situation de RQTH .

REGLES ET METHODES COMPTABLES

2/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

3/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Frais d'études, logiciels	2 à 5 ans
- Plantations	10 à 40 ans
- Aménagements des terrains	5 à 50 ans
- Constructions (composants)	10 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 35 ans
- Matériel et outillage	2 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 20 ans
- Mobilier	3 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles	3 à 5 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'appel de cotisation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

4/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

5/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.

- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.

- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.

- de l'arrêté du 14 Décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation

6/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

7/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux de progression de 3%, un taux d'actualisation de 3,17%, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

8/ Rémunérations des trois plus hauts dirigeants :

Conformément à l'information prévue par la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant total des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants de l'association s'est élevé à 0 Euro sur l'exercice 2023.

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE	34 892,12			
E.S.A.T. B.A.P.C.	221 326,59			
E.S.A.T. B.P.A.S.				89 471,88
FOYERS				157 998,23
E.A. LES ATELIERS DE MAGUELONE	26 378,20			
E.A. DOMAINE GRAND PUY		1 932,92		
S.A.E.S.A.T.			20 742,56	
TOTAUX	282 596,91	1 932,92	20 742,56	247 470,11

RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
E.S.A.T. B.P.A.S.	-89 471,88		2 525,00	-86 946,88
FOYERS	-157 998,23	40 000,00	3 819,00	-114 179,23
S.A.E.S.A.T.	20 742,56		3 037,00	23 779,56
TOTAUX	-226 727,55	40 000,00	9 381,00	-177 346,55

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<u>REPORT A NOUVEAU PROPRE</u>				
GESTION PROPRE	711 201,93			
B.A.P.C.	200 394,10			
B.A.P.C. S.D.R.	464 618,13			
E.A. LES ATELIERS DE MAGUELONE		151 994,66		
E.A. LES ATELIERS DE MAGUELONE S.D.R.	43 613,26			
E.A. DOMAINE GRAND PUY		456 278,61		
E.A. DOMAINE GRAND PUY S.D.R.	2 348,18			
REJETS DE CHARGES		130 845,51		
<u>REPORT A NOUVEAU CONVENTIONNE</u>				
FOYERS				
REPRISE DE RESULTAT 2023			40 000,00	
RESULTAT 2021 EN ATTENTE			100 000,00	
RESULTAT 2022 EN ATTENTE			159 955,18	290 536,57
B.P.A.S.				
RESULTAT 2022 EN ATTENTE				55 932,94
S.A.E.S.A.T.				
RESULTAT 2022 EN ATTENTE			16 672,61	
RESULTAT 2020 EN ATTENTE				1 429,82
P.C.D. CONGES PAYES				244 757,14
TOTAUX	1 422 175,60	739 118,78	316 627,79	592 656,47

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	86 745,83	2 215,64			88 961,47
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	86 745,83	2 215,64			88 961,47
Terrains	1 433 921,38	2 469,82			1 436 391,20
Constructions sur sol propre	6 358 813,96				6 358 813,96
Constructions sur sol d'autrui	5 475 918,18				5 475 918,18
Installations générales, agencements des constructions	5 525,38				5 525,38
Install. techniques, Matériel et outillage	2 873 286,91	84 017,44	3 664,00		2 953 640,35
Install. générales, agencements divers	1 280 163,62	222 631,62			1 502 795,24
Matériel de transport	588 449,17	62 520,59	13 883,05		637 086,71
Matériel de bureau et informatique	333 123,78	13 639,09			346 762,87
Mobilier	657 718,22	67 554,91	1 517,25		723 755,88
Autres immobilisations corporelles	127 994,15	9 959,90			137 954,05
Immobilisations corporelles en cours	50 732,20	91 896,46			142 628,66
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	19 185 646,95	554 689,83	19 064,30		19 721 272,48
Participations et créances rattachées	13 532,75				13 532,75
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immob. financières	12 142,91	10 000,00			22 142,91
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	25 675,66	10 000,00			35 675,66
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	19 298 068,44	566 905,47	19 064,30		19 845 909,61

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	71 427,45	7 567,61			78 995,06
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	71 427,45	7 567,61			78 995,06
Aménagement terrains	335 290,03	32 230,91			367 520,94
Constructions sur sol propre	2 369 309,23	244 707,95			2 614 017,18
Constructions sur sol d'autrui	4 327 511,33	100 424,48			4 427 935,81
Installations générales, agencements des constructions	5 525,38				5 525,38
Install. techniques, Matériel et outillage	2 477 170,42	110 648,61	3 664,00		2 584 155,03
Install. générales, agencements divers	509 249,73	111 192,65			620 442,38
Matériel de transport	303 712,96	59 640,87	13 883,05		349 470,78
Matériel de bureau et informatique	204 708,61	30 501,49			235 210,10
Mobilier	441 544,23	43 453,13	599,26		484 398,10
Autres immobilisations corporelles	57 685,33	16 677,82			74 363,15
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	11 031 707,25	749 477,91	18 146,31		11 763 038,85
TOTAL AMORTISSEMENTS	11 103 134,70	757 045,52	18 146,31		11 842 033,91

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	889 695,86				889 695,86
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre	1 029 980,56				1 029 980,56
Réserves gestion contrôlée	1 385 649,42		235 810,53	117 375,53	1 504 084,42
Report à nouveau gestion propre	518 081,33	164 975,49			683 056,82
Report à nouveau gestion contrôlée	120 890,04	-278 483,72	117 375,53	235 810,53	-276 028,68
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	164 975,49	-164 975,49	282 596,91	1 932,92	280 663,99
Gestion contrôlée	-278 483,72	278 483,72	20 742,56	247 470,11	-226 727,55
SITUATION NETTE	3 830 788,98		656 525,53	602 589,09	3 884 725,42
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 269 910,76		6 706,59	85 239,09	1 191 378,26
Provisions réglementées	416 181,77		18 949,49		435 131,26
TOTAL FONDS PROPRES	5 516 881,51		682 181,61	687 828,18	5 511 234,94

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles	1 029 980,56			1 029 980,56
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	1 228 399,49			1 228 399,49
- Trésorerie				
- Compensation des déficits	133 559,51	186 491,29	117 375,53	202 675,27
- Compensation des amortissements	23 690,42	49 319,24		73 009,66
Autres réserves				
TOTAL RESERVES	2 415 629,98	235 810,53	117 375,53	2 534 064,98
Couverture du B.F.R.	236 759,61			236 759,61
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	179 422,16	18 949,49		198 371,65
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	416 181,77	18 949,49		435 131,26
Provisions pour litiges				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)				
Provisions pour départ retraite				
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours	3 040,00			3 040,00
- Comptes clients et usagers				
- Autres				
TOTAL DEPRECIATION	3 040,00			3 040,00
TOTAL PROVISIONS	419 221,77	18 949,49		438 171,26

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
SCPI DELTAGER	36 485,40			36 485,40
MONET 3DEC	1 253,00			1 253,00
CREDIT COOPERATIF PARTS A	335,50			335,50
CREDIT COOPERATIF PARTS B	80 779,25	808,25		81 587,50
DEPOT A TERME		400 000,00		400 000,00
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES	118 853,15	400 808,25		519 661,40

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
SCPI DELTAGER	36 485,40	37 507,75	1 022,35	
MONET 3DEC	1 253,00	1 466,51	213,51	
CREDIT COOPERATIF PARTS A	335,50	335,50		
CREDIT COOPERATIF PARTS B	81 587,50	81 587,50		
DEPOT A TERME	400 000,00	400 000,00		
PLUS ET MOINS VALUES LATENTES	519 661,40	520 897,26	1 235,86	

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
SCPI DELTAGER				
MONET 3DEC				
CREDIT COOPERATIF PARTS A				
CREDIT COOPERATIF PARTS B				
DEPOT A TERME				
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE				

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>						
INVESTISSEMENT						
CNR 2017 CHAUDIERE ET TOITURE	50 000,00	47 140,46		759,62	46 380,84	
CNR 2019 SOLUTION REPLI ARRET CONCHYLICULTURE	50 000,00	50 000,00			50 000,00	50 000,00
CNR 2020 TRAVAUX ATELIER CONSERVERIE	100 000,00	100 000,00			100 000,00	100 000,00
CNR 2021 NUMERIQUE	46 799,00	41 851,39		6 859,12	34 992,27	
CNR 2022 SERVEUR	16 089,00	16 083,49		2 011,12	14 072,37	
CNR 2022 MISE AUX NORMES ELECTRIQUE	23 000,00	23 000,00		1 408,32	21 591,68	
CNR 2023 CREATION STATION EPURATION	50 000,00		50 000,00		50 000,00	
CNR 2021 COOPERATION	8 496,22	8 496,22			8 496,22	8 496,22
CNR 2023 PREVENTION	12 162,00		7 640,00		7 640,00	
Sous-total :	356 546,22	286 571,56	57 640,00	11 038,18	333 173,38	158 496,22
<u>Subventions d'exploitation</u>						
Sous-total :						
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
OUVERTURE E.A. - CCAH / MALAKOFF MEDERIC AG2R / KLESIA	300 000,00	262 517,56		12 149,44	250 368,12	
Sous-total :	300 000,00	262 517,56		12 149,44	250 368,12	
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Sous-total :						
Total	656 546,22	549 089,12	57 640,00	23 187,62	583 541,50	158 496,22

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
SUBVENTION CATHEDRALE	252 000,00			252 000,00
SUBVENTION DRAGUAGE	200 000,00			200 000,00
SUBVENTION CUVES	46 591,81			46 591,81
SUBVENTION FATEA E.A.	75 409,69	5 187,04		80 596,73
SUBVENTION FATEA GRAND PUY	132 224,34			132 224,34
SUBVENTION FEDER	897 321,67			897 321,67
SUBVENTION PLANTONS DES HAIES	5 352,48	1 519,55		6 872,03
TOTAL	1 608 899,99	6 706,59		1 615 606,58

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
SUBVENTION CATHEDRALE	108 000,00	7 200,00		115 200,00
SUBVENTION DRAGUAGE	63 333,34	10 000,00		73 333,34
SUBVENTION CUVES	7 866,63	3 264,09		11 130,72
SUBVENTION FATEA E.A.	18 836,77	14 683,24		33 520,01
SUBVENTION FATEA GRAND PUY	28 777,65	15 014,32		43 791,97
SUBVENTION FEDER	112 151,38	35 077,44		147 228,82
SUBVENTION PLANTONS DES HAIES	23,46			23,46
TOTAL	338 989,23	85 239,09		424 228,32

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		22 142,91	22 142,91		
Débiteurs et comptes rattachés		292 469,13	292 469,13		
Autres créances		760 598,11	760 598,11		
Charges constatées d'avance		55 326,63	35 938,68	16 322,00	3 065,95
TOTAL CREANCES		1 130 536,78	1 111 148,83	16 322,00	3 065,95
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		5 871 010,95	858 632,51	2 453 910,23	2 558 468,21
Emprunts et dettes financières diverses (1)		19 241,01	19 241,01		
Fournisseurs et comptes rattachés		230 370,56	230 370,56		
Dettes fiscales et sociales		749 203,14	749 203,14		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		17 778,05	17 778,05		
Produits constatés d'avance		6 637,39	6 637,39		
TOTAL DETTES		6 894 241,10	1 881 862,66	2 453 910,23	2 558 468,21
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		1 542 373,86		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		2 054 096,52		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine		166,41		
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		5 870 844,54		

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	5 644,20
4. Autres créances	8 598,86
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	3 253,57
TOTAL	17 496,63

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 541,01
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 189,29
6. Dettes fiscales et sociales	344 174,00
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	
TOTAL	394 904,30

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	55 326,63
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	55 326,63
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	6 637,39
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	6 637,39

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 307,34
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	917,99
Dotations aux amortissements et provisions	18 949,49
TOTAL	40 174,82
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1,25
Produits exceptionnels sur opérations en capital	92 655,76
Reprises sur provisions et transferts de charges	
TOTAL	92 657,01
<u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	
FONDS DE SOLIDARITE NON ENCAISSE	20 000,00
VALEUR NETTE COMPTABLE DES ACTIFS CEDES	917,99
DOTATION PROV. REGLEMENTEE ACTIF CIRCULANT	13 449,49
DOTATION PROV. REGLEMENTEE ACTIF IMMOBILISE	5 500,00
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	
QUOTE PART DE SUBVENTION VIREE AU RESULTAT	85 239,09
PRODUITS DE CESSIION DES ACTIFS CEDES	7 416,67

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire	2 360 000,00
- Nantissement matériel	
- Redevances de crédit-bail	
- Engagements en matière de retraite	369 659,00
TOTAL	2 729 659,00

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	3 243 733,80
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	3 243 733,80

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTES CONCERNES	MONTANT GARANTI
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 017 580,63
. Emprunts et dettes financières divers	
. Autres dettes	
TOTAL	2 017 580,63

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	1 317 076,92
À la charge de l'État	
À la charge du Département	3 304 932,94
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	
À la charge d'autres financeurs	1 371 481,04
. Subventions d'exploitation	
Union Européenne	
État	
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	3 000,00
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	1 519,55
Région	258,40
Département	
Collectivités territoriales	4 928,64
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
TOTAL	6 003 197,49

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2023	22 186,16		22 186,16
TOTAL	22 186,16		22 186,16